

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 31 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

Demain : L'An I de la République sociale!

● [Au format pdf \(pages\)](#)

### **A retenir.**

#### **Au matin de l'insurrection du 28 juillet 1830.**

On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* »

A mesure que la population arrive dans les rues ou sur les places, des rassemblements se forment et grossissent rapidement. Des fleurs de lys sont brisées, les insignes de la royauté effacés, « *À bas les Bourbons !* » est scandé. Des bandes d'ouvriers parcourent les rues en abattant, brisant ou brûlant les enseignes aux armes de France, les panonceaux des notaires, et jusqu'aux plaques des conducteurs de diligence et des facteurs de la poste, et aux estampilles des voitures publiques. Partout le mot royal est effacé ou couvert de boue. En plusieurs endroits on attache les armes de France à la corde des réverbères cassés. On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* ». Wikipédia.org

#### **Au matin de l'an 2019.**

On ne crie plus "*moins de taxe, augmentation des salaires, Macron démission*", mais "*Vive la liberté, à bas le dernier des Capets !*" ou "*tout le pouvoir aux travailleurs, à bas l'oligarchie et la Ve République*"... A suivre

#### **La lutte des classes est une lutte à mort disions-nous.**

La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. (les ouvriers insurgés le 24 juin 1848) (Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels)

LVOG - La bourgeoisie, cette "guerre d'extermination" contre les exploités et les opprimés, elle n'a jamais cessé de la mener en réalité, en recourant à la législation qu'elle avait adoptée et par laquelle elle la justifiait ou la légitimait en temps normal ou de paix social, sinon par le canon contre son peuple si nécessaire, le reste du temps contre d'autres peuples pour les piller, sans que personne ne s'en émeuve plus que cela et cautionne hypocritement son pouvoir où le droits exorbitant qu'elle s'accordait d'exploiter et d'opprimer qui bon lui semblait au quatre coin de la terre, car en échange de quoi le pays s'enrichissait et tout le monde en profitait proportionnellement à son statut social, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie... et même pas du tout.

C'est ainsi que les esprits se sont laissé corrompre en cautionnant ce qu'il faut bien appeler la pire des injustices qui soit pouvant aller jusqu'à l'extermination de millions d'hommes et de femmes innocentes.

Chacun s'en est accommodé, chacun en a tiré profit, chacun s'est arrangé avec sa conscience pour le justifier. Après tout, ne sommes-nous pas impuissant à changer l'ordre des choses. Certes, dès lors qu'on s'y soumet, il ne faut jamais oublier de le préciser, car, que l'on ne comprenne pas ce qui se passe réellement est une chose, mais cela n'empêche personne d'avoir conscience qu'on est en présence ou qu'on est soi-même victime d'une terrible injustice contre laquelle on ne bougera pas le petit doigt ou on ne manifesterà pas, pire, quand on nous appellera à la cautionner par la voie des urnes, nous répondrons

présent, nous y collaborerons et nous nous avilironz davantage encore. De quoi se détester soi-même... avant de détester les autres sous n'importe quel prétexte, ce qui n'augure rien de bon en général.

N'aurait-il pas été préférable, répétons-le, sans forcément comprendre ce qui se passait réellement, mais en ayant tout de même conscience d'être en présence d'un régime profondément injuste et d'une imposture, de refuser de participer à cette mascarade sordide, de rejeter les institutions...

On peut parfaitement admettre que cela n'ait pas été forcément à la portée de tous à une autre époque, mais pas aujourd'hui après que le capitalisme eut revêtu une forme généralisée aussi monstrueuse, mafieuse, criminelle, barbare.

Voilà un argument qu'on peut présenter aux travailleurs, en précisant bien que notre but n'est pas de les culpabiliser ou de les juger, mais de les faire réfléchir et les aider à prendre conscience qu'en ne réagissant pas et en ne s'organisant pas contre le régime pour l'abattre, ils creusent leur propre tombe.

En juillet 1830, en février et en juin 1848, en septembre 1870 et en mars 1871, le prolétariat avait des conditions de travail et d'existence épouvantables, il était en très grande partie illettré ou son degré d'instruction était très faible, les inégalités sociales étaient gigantesques et pire que de nos jours contrairement à ce qu'affirment les ignorants, les injustices également, réduit à l'état misérable et inorganisé, sans syndicat ni parti, le prolétariat en haillons avait parfaitement conscience d'être la victime de prédateurs et d'opresseurs sans scrupule ni morale qui les méprisaient profondément, qui haïssaient les gueux.

Il ne disposait aucun droit social ou politique, hormis celui de se soulever contre ses oppresseurs. Comme il n'était pas en mesure de s'organiser et de se mobiliser par lui-même, c'était soit des pans de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie monarchiste ou républicaine qui s'en chargeaient, qui les enrôlaient et qui s'en servaient de chairs à canon face au régime, au monarque ou au gouvernement en place pour que leurs exigences soient prises en compte, tandis que celles du prolétariat passeraient à la trappe ou seraient réduites à quelques miettes.

Plus tard, ce sont encore des petits bourgeois qui organisèrent le prolétariat et qui constituèrent les premiers partis ouvriers, l'idée de ces petits bourgeois était encore une fois de se servir des bataillons de la classe ouvrière et de la paysannerie pour obtenir des concessions du régime ou améliorer leur sort, tandis que celui de la classe ouvrière passait au second plan ou aux oubliettes.

L'avènement du socialisme scientifique de Marx et Engels au milieu du XIXe siècle ne mit pas un terme à cette pratique détestable, il permit cependant de donner une nouvelle orientation au mouvement ouvrier, dans la mesure où désormais c'était à la classe ouvrière qu'était dévolu le rôle principale au sein de la lutte de classe des exploités et des opprimés et d'en prendre la direction, compte tenu que c'était elle qui devait s'emparer du pouvoir politique pour cette fois pouvoir satisfaire ses propres besoins et non plus ceux de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes. Mieux encore, cette doctrine de la classe ouvrière (le marxisme) et ses objectifs coïncidaient avec l'ensemble des besoins de la société pour assurer son développement harmonieux, de telle sorte que plus personne ou aucune autre classe sociale ne pourrait contester le rôle et les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir puisque le destin de la société ou de la civilisation en dépendait.

Bien entendu les petits bourgeois influencés par le capitalisme ou leur statut social refusèrent de céder la place à la classe ouvrière, de lui reconnaître ce rôle historique qui est le produit du processus dialectique matérialiste du développement des forces productives ou du capitalisme parvenu à son terme, et depuis près de 180 ans ils n'ont jamais cessé d'empoisonner le mouvement ouvrier avec leur doctrine bourgeoise, le réformisme bourgeois, consistant à l'atteler au régime et à lui interdire toute indépendance de classe de manière à ce qu'il ne puisse jamais trouver la voie pour le renverser. Telle fut le rôle dévolu à la SFIO devenu le PS, au PC devenu le PCF, et à la totalité des partis ou formations politiques qui en sont issus, Génération.s, MRC, PG, LFI, etc. Jusqu'au jour où la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes les rejetèrent ou rompirent avec eux.

Entre temps, à une autre époque, au début du XXe siècle, un prolétariat parvint à s'organiser et à construire un véritable parti ouvrier, pour les ouvriers, construit sur les bases de cette doctrine qui concentrait également les enseignements de la lutte de classe du prolétariat mondial, de telle sorte qu'il parvint au pouvoir et à liquider le régime en place au profit d'un Etat ouvrier, une République social, socialiste, telle

furent les révolutions russes de 1905 et particulièrement celle victorieuse de 1917 dirigée par le parti bolchevik et principalement Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

Dans un monde dominé par le capitalisme, la Russie révolutionnaire demeurait une goutte d'eau dans un océan de réaction. Et à l'intérieur de la Russie, les mentalités n'allaient pas évoluer au même rythme que les profonds changements politiques déjà accomplis et ceux économiques entamés dans des conditions extrêmement difficiles après 4 ans de guerre impérialiste suivie par 4 ans de guerre civile fomentée par la réaction financée et armée par les puissances occidentales impérialistes. De plus, il faut se rappeler que le prolétariat russe qui représentait moins de 10% de la population, était aussi illettré que la paysannerie et les masses en France au XIXe siècle, et que par conséquent ils étaient à la merci des changements pouvant intervenir à la direction du parti bolchevik, tout se passerait très bien dès lors que son et ses principaux dirigeants seraient de véritables marxistes acquis à la cause ouvrière et au socialisme, mais que tout se passerait très mal pour peu qu'ils viennent à disparaître brutalement pour être remplacés par des dirigeants qui se comporteraient comme des petits bourgeois vaniteux animés d'autres intentions ou tenus à d'autres principes, se moquant de cette doctrine et du socialisme.

Et c'est ce qui se produisit, une fraction du parti bolchevik au comportement et aux intérêts semblables à ceux de misérables petits bourgeois profitèrent du faible niveau d'évolution (d'instruction, de conscience) du prolétariat et de la paysannerie et de la disparition du principal dirigeant et théoricien de la révolution (Lénine) pour s'emparer du pouvoir, liquider le parti de la révolution socialiste, pour finalement à terme liquider l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques au profit du rétablissement du capitalisme, ils agissent conformément à l'état d'esprit en général du petit bourgeois dans lequel il ne faut jamais placer sa confiance sous peine qu'il la trahisse un jour.

La doctrine du marxisme fut ainsi confirmée en pratique. Elle permit au prolétariat de s'emparer du pouvoir et de commencer à instaurer une société meilleure et plus juste. Maintenant, on ne peut pas lui imputer le fait que cette expérience fut rapidement dévoyée, stoppée, puis éliminée, car elle n'a pas choisi à quel moment cette expérience allait avoir lieu, de la même manière que le 26 juillet 1830 Charles X se voyait encore en monarque à vie pour finalement être détrôné le lendemain, idem pour le tsar par exemple, ce serait faire un mauvais procès au marxisme de l'accuser d'être responsable du manque de maturité du prolétariat ou de lui en imputer les conséquences, il faut être sérieux et honnête, ce que ne sont pas ses nombreux ennemis évidemment.

Les masses se lancent à l'assaut du pouvoir avec les moyens dont elles disposent dans des conditions qui lui sont imposées, et bien il en est de même pour le marxisme ou le socialisme et pour le parti qui combat sous son drapeau. Toute autre impression serait l'oeuvre de faussaires ou d'agents du capitalisme.

### **Défense du marxisme.**

#### **Lénine - Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx - 01.03.1913**

Extraits.

#### **La période de la Révolution de juin 1848 à la Commune de Paris en 1871.**

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominantes dans le socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discerner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de différentes phrases pseudo-socialistes sur le "peuple", la "justice", le "droit" etc.

La Révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme d'avant Marx. Dans tous les pays, la révolution montre à l'oeuvre les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine, dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat seul. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe, cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de

l'ordre ; elle ne balance que rarement entre la démocratie ouvrière et le libéralisme bourgeois. Toutes les doctrines sur le socialisme hors-classes et la politique hors-classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'État dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours à une société bourgeoise constituée. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme d'avant Marx meurt. Des partis prolétariens indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

### **La période de 1872 à 1904.**

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère "pacifique", par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de l'opportunisme socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles.

L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la "paix sociale" (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classes, etc. Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels "sympathisants".

### **La période de la Révolution russe à nos jours (1913).**

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la "paix sociale" et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la "démocratie", que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien myope et pusillanime est ce désespoir anarchiste. (Celui des "gilets jaunes" ? - LVOG)

Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique hors-classes et d'un socialisme hors-classes, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Cependant la décomposition de tous les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

LVOG - La social-démocratie et le stalinisme sont presque parvenus à renvoyer la classe ouvrière en deux siècles en arrière en pourrissant le mouvement ouvrier, de telle sorte qu'il est devenu méconnaissable et par bien des aspects infréquentables tellement il est corrompu. La prochaine période verra la lutte entre ceux qui veulent le sauver (ou son cadavre) tel qu'il est devenu, et ceux qui sont décidés à le reconstruire sur les bases du socialisme...

### **Le marxisme est la doctrine de la lutte de classes**

Article écrit par Lénine à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de K. Marx, publié dans le n°3 de la revue théorique bolchevique "Prosvéchtchénié" ("L'Education"). Mars 1913

Extrait. Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste. Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la lutte de classes. Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent de par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

### **Une nouvelle contribution politique.**

Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage de poser le RIC ou RIP, c'est qu'il pose la question de la nature de l'Etat, du pouvoir politique, et comme il est incompatible avec l'existence de la Ve République, en allant au bout de notre réflexion on en arrive à la conclusion qu'il faut impérativement en finir avec la Ve République, c'est aussi simple que cela, c'est tout simplement logique, dialectique.

C'est l'unique objectif politique que les travailleurs et les militants doivent se fixer. Ils doivent y subordonner leurs luttes, ce qui doit se traduire sur le plan pratique par leur organisation.

Le même objectif est valable pour le prolétariat dans tous les pays du monde, car c'est la Constitution et les institutions politiques nationales qui constituent l'obstacle à la remise en cause du mode de production et de répartition des richesses à l'origine des inégalités sociales et des injustices, de tous les maux dont souffrent les masses laborieuses.

Depuis que j'ai repris mon activité de militant ouvrier et que j'ai rompu en 2005 avec le courant politique dans lequel j'avais été organisé à la fin des années 70, je n'ai cessé d'affirmer que ce devait être notre axe politique et qu'il fallait y préparer les masses, en vain, personne n'a voulu m'écouter. Pourquoi ? Parce que cela nécessitait que nos dirigeants rompent avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, particulièrement ceux des syndicats, sauf qu'ils s'étaient trop compromis avec eux pour pouvoir faire marche arrière, pour qu'ils reconnaissent et corrigent publiquement leurs erreurs, comme ils en furent toujours incapables, il ne leur restait plus qu'à continuer à tenir leur double langage habituel dont les composantes se neutralisaient, ce qui à terme devait avoir des conséquences désastreuses, les travailleurs qu'ils avaient gagné devaient désertier les uns après les autres pour finir par se retrouver avec des partis sclérosés, sectaires, décomposés, n'inspirant confiance à personne ou marginalisés, qui ne pourraient jouer aucun rôle au cours de la période à venir de la lutte de classes.

Pour prendre la mesure de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle, il faut avoir à l'esprit qu'en sabotant la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils permirent aux autres composantes corrompues du mouvement ouvrier d'avoir les mains libres pour se droitiser davantage ou continuer leur sale boulot de fossoyeur du mouvement ouvrier organisé et du socialisme, au point qu'il n'inspirait plus que le rejet à la classe ouvrière, qui non seulement se retrouverait sans direction, mais sans représentation politique ou même syndicale face à la réaction, au gouvernement, au patronat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tant qu'il existait la menace que les masses se tournent vers un ou des partis incarnant le socialisme, même de manière déformée, les autres partis ouvriers dégénérés étaient plus ou moins obligés d'en tenir compte, pour être plus précis, de tenir compte des aspirations des masses pour contrer cette menace, mais une fois que cette menace avait pratiquement totalement disparu, plus rien ne les empêchait de faire ouvertement allégeance au régime et d'ignorer la condition dans laquelle se retrouvaient plongées masses.

On nous avait expliqué qu'ils (PS-PCF) étaient appelés à monter de plus en plus ouvertement au créneau pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, sous prétexte que c'était l'aggravation de la crise du capitalisme qui leur commandait d'agir ainsi, ce qui était exact, mais ce que nos dirigeants se sont bien gardés de préciser, c'est pourquoi ou qu'est-ce qui leur permettait sur le plan politique sans prendre de risque, hormis celui de se saborder eux-mêmes, ce qui ne constituerait pas un inconvénient insurmontable puisque d'autres partis issus des leurs prendraient le relais et ainsi de suite, Génération.s, LFI, pour n'en citer que deux, ou Syriza qui a pris la place laissée vacante par le PASOK qui ne pouvait plus remplir sa fonction contre-révolutionnaire au côté du régime en Grèce, idem au Portugal, en Allemagne avec les Verts et Die Linke, en Espagne avec Podemos, etc.

Bien entendu, quand bien même aurait existé un parti ouvrier révolutionnaire, les vieux partis issus du mouvement ouvrier passés dans le camp de nos ennemis n'auraient jamais été amenés à rompre le régime, mais en étant obligé de prendre en charge une partie des revendications du prolétariat, ils auraient alimenté sa lutte de classe, contre leur gré ils l'auraient entraîné au combat et ainsi ils auraient participé à maintenir sa conscience de classe à un certain niveau, ce qui aurait créé les conditions favorables pour que le nouveau parti ouvrier puisse recruter des dizaines de milliers de travailleurs et construire le parti.

Pourquoi le PS s'est-il désengagé brutalement de la lutte de classe au côté de la classe ouvrière dès la chute de l'URSS et ses satellites et déclarer publiquement qu'il avait renoncé au socialisme au profit du capitalisme? Parce que ce n'était pas seulement la menace du communisme aurait été écartée, mais parce que c'était davantage un coup mortel porté au PCF, qui par la suite n'a fait que décliné pour finalement devenir pour ainsi dire inexistant 20 ans plus tard.

Jusqu'à là le PS dirigé ou contrôlé par des membres de la bourgeoisie ou des couches supérieures des classes moyennes organisait principalement certaines couches inférieures et moyennes de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, y compris dans les universités à travers les syndicats, il contrôlait plusieurs syndicats dits ouvriers, notamment FO, des syndicats corporatistes, la CFTC et la CFDT notamment, au sein des syndicats, les syndicats qu'il contrôlait ou influençait jouaient le même rôle que le sien sur le plan politique envers le PCF. La fin de cette période, qui devait s'achever au début des années 90, fut annoncée dès le début des années 80 avec l'adoption de la politique d'austérité par Mitterrand. Tandis que les couches inférieures de la petite bourgeoisie allaient petit à petit désertier le PS, la classe ouvrière allait en faire autant avec le PCF et les syndicats.

Le PS au pouvoir (soutenu par le PCF) révélait ou confirmait sa véritable nature réactionnaire et tournaient le dos résolument à la classe ouvrière et aux couches inférieures des classes moyennes. C'était l'occasion ou jamais d'expliquer aux travailleurs pourquoi et que dans l'avenir ils ne devraient absolument rien attendre de la part de ces partis pourris pour leur ôter les dernières illusions qu'ils auraient pu avoir dans le PS ou le PCF. C'était à ce moment-là, lorsqu'ils étaient au pouvoir qu'il fallait aider les masses à rompre avec ces partis, pour que dès le début de l'offensive (à venir) du néolibéralisme en France que l'on peut faire remonter en 2007 sous Sarkozy, après avoir déjà subi 25 ans d'austérité, elles soient prêtes ou en ordre de bataille pour se soulever. L'avant-garde du mouvement ouvrier a bénéficié de 25 longues années pour élaborer et appliquer cette stratégie, mais elle en a été totalement incapable.

La suite demain ou dans les jours qui viennent...

---

## **ACTUALITÉ DU JOUR**

### **On ne leur souhaitera pas une bonne année 2019.**

#### **On va vous pourrir 2019, promis !**

- Vous pensez que 2018 a été une année pourrie ? - Franceinfo 30.12

Ils parlent pour eux !

#### **Vos fins de mois sont difficiles ou commencent le 15, on s'en tape, sachez-le !**

- Sports d'hiver : de la neige et un bon taux de réservation au Grand-Bornand, en Haute-Savoie - Franceinfo 30.12

### **Ils vous haïssent et vous le font savoir**

#### **Le dernier des Capets qui a encore la tête sur les épaules disparaît...**

Ces derniers jours, M. Macron se montre très discret et personne ne sait au juste où il se trouve. Le programme d'activités du Président n'est pas mis à jour sur le site de l'Élysée. sputniknews.com 29.12.2018

#### **et réapparaît, où, parmi les siens, pardi !**

A Saint-Tropez au "coeur de cette cité balnéaire huppée de la Côte-d'Azur".

#### **... et même que l'Agence Française de Propagande s'en félicite.**

"Il n'y a pas eu manifestations d'hostilité à son encontre, bien au contraire". - AFP 29 décembre 2018

On se reconforte comme on peut !

Ce qui est triste pour les nantis, c'est qu'ils ne veulent aller pratiquement nulle part sans craindre qu'on les dévalise ou les conspuie, pour leur sécurité, ce qui n'est pas le cas des parias qui peuvent se rendre presque partout et s'y sentir à l'aise.

#### **Marcheront-ils sur Saint-Tropez ?**

- Une marche de soutien à Macron prévue à Paris le 27 janvier - Le HuffPost 30.12

Les gilets jaunes, "ça suffit".

- Vers une manifestation pro-Macron le 27 janvier ? - L'Express.fr 30.12

Les anti-gilets jaunes veulent, à leur tour, descendre dans la rue.

### **Bonne appétit. Et 12 quenelles pour la table du président. Vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup quand même?**

Grille de lecture.

12 serveurs d'un grand restaurant parisien ont adressé un bras d'honneur à je ne sais qui, Macron peut-être, sans doute, qu'ils ont déguisé en quenelle pour être certain que cela serait remarqué, c'est réussi !

Mais c'est qu'en face les hargneux, teigneux, les haineux, les belliqueux, les matraqueurs, les gazeurs l'ont très mal pris.

- Le Train Bleu porte plainte après la "quenelle" de ses salariés - HuffPost. 30.12

Ce week-end, une photo montrant des salariés du célèbre restaurant parisien "Le Train Bleu", que les visiteurs en provenance du sud de la France peuvent admirer en arrivant à la Gare de Lyon, effectuer une quenelle a été exhumée et a littéralement enflammé les réseaux sociaux.

Twitter, Facebook, Trip Advisor... Le restaurant s'est attiré les foudres de nombreux internautes, dénonçant le personnel photographié en train d'effectuer ce geste popularisé par le polémiste Dieudonné, et dont la connotation antisémite ne fait guère de doutes.

"Ceux des personnes figurant sur la photographie qui font encore partie de ses effectifs seront convoqués dans les plus brefs délais et le cas échéant sanctionnés de manière exemplaire", indique encore le communiqué, précisant que la société se tient à la disposition de la justice "l'identification de toutes les personnes qui se sont adonnés à un geste haineux".

"Notre groupe est tout entier dédié à faire partager par le plus grand nombre la gastronomie française, ses saveurs et son savoir-faire. Comme le soulignait il y a quelques jours Bernard Pivot, la quenelle est un plat qui fait partie du patrimoine de la gastronomie lyonnaise dont le nom a été dénaturé par ce geste en forme de salut nazi inversé, devenu un signe de ralliement dont nous n'ignorons ni la gravité ni la signification antisémite avérée", poursuit SSP, qui a "décidé de porter plainte auprès du procureur de la République". HuffPost. 30.12

Sur la photo figure 12 serveurs, cela fait beaucoup, ces 12 salariés seraient tous des nazis, invraisemblables évidemment. Cela montre l'état d'esprit et les intentions de la réaction d'écraser le peuple, de briser sa résistance, de la mater, de le soumettre par la force, obtenir sa capitulation totale sans condition.

Dans ces conditions nous n'avons plus d'autre alternative que nous soulever et renverser le régime en place pour instaurer une République sociale et démocratique.

### **Heil ! Quand les néonazis refusent de s'assumer ou leurs zélés porte-parole et provocateurs pris à leur propre piège.**

Personnellement, cela ne me serait pas venu à l'esprit de penser à l'iconographie nazie en voyant cette Une du Monde, ni même de comparer Macron à Hitler même si tous les deux étaient de dangereux psychopathes, même si tous les deux avaient un faible pour le gaz, même s'ils partageaient la haine de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, la comparaison s'arrêtait là, provisoirement ?

- "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ? On vous explique la polémique - franceinfo 31.12

franceinfo - La couverture de l'hebdomadaire M le magazine du Monde, paru vendredi 28 décembre, s'est attiré les foudres des critiques, dont plusieurs membres de la majorité. Tous accusent le journal d'avoir repris "les codes de l'iconographie nazie".

Le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand ne l'écrit pas exactement comme ça, mais juxtapose cette une à une photo d'Adolf Hitler, assurant qu'il "ne peut s'agir d'un hasard".

LVOG - La critique courroucée du maréchal Ferrand, spécialiste en la matière apparemment, eut à peine le temps d'être formulée que la putasserie offrit ses excuses marquées empressées dans le plus pure style des laquais fardés et poudrés de l'Ancien Régime.

franceinfo - La polémique a poussé le directeur des rédactions du journal, Luc Bronner, à présenter des excuses "à ceux qui ont été choqués par des intentions graphiques qui ne correspondent évidemment en rien aux reproches qui nous sont adressés". Dans ce court texte, le journaliste explique que la couverture signée par le directeur artistique Jean-Baptiste Talbourdet, fait référence "au graphisme des constructivistes russes au début du XXe siècle", mais emprunte aussi aux travaux de l'artiste canadien Lincoln Agnew.

LVOG - Peut importe l'explication fournie par monsieur Talbourdet ? Pas tant que cela. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi France Info l'a reproduite. On y reviendra ensuite.

franceinfo - Sur son blog hébergé par Mediapart, Olivier Beuvelet, chargé de cours en histoire de la photographie, en esthétique de l'image et en cinéma à l'université Paris 3, y voit au moins une "référence à l'iconographie totalitaire des années 1930". Et sur Twitter, un graphiste confirme que "tous les codes des affiches de propagande de dictatures" sont là, mais pas seulement Adolf Hitler. Il cite "Mao, Lénine, Hitler... tous !"

LVOG - Vous avez saisi, pour se livrer à l'amalgame préférée des idéologues néolibéraux les plus ultra réactionnaires : rouge-brun, associant Mao et Lénine à Hitler, alors que ordre chronologique oblige si

quelqu'un a plagié ou copié un graphisme existant, ce sont les nazis et non les bolcheviks ou les maoïstes. Que cela paraisse dans Mediapart, cet appendice pourri du Monde n'étonnera personne.

Attendez ce n'est pas fini. Ils vont aller jusqu'à justifier ce clin d'oeil au nazisme en y mêlant les "gilets jaunes", en fait ce sont eux qui en porteraient la responsabilité, ne sont-ils pas d'extrême droite, des fachos. Lisez.

franceinfo - Pour ce graphiste, "c'est fait exprès", mais il ne faut pas pour autant en déduire que Le Monde considère Emmanuel Macron comme un dictateur. Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis un mois et demi, et que les Champs-Élysées ont été le théâtre de violents affrontements, il estime que le journal "peut aussi vouloir illustrer le sentiment d'une partie du peuple". Pour lui, ce visuel, où la foule tourne le dos au chef de l'Etat qui regarde dans une autre direction, signifie surtout que "la foule ici descend dans la rue contre lui, pas pour l'aduler". franceinfo 31.12

LVOG - Pardi ! On se doutait bien que Le Monde n'avait jamais eu l'intention de considérer Macron comme un dictateur, franchement, après en avoir fait le président des banquiers, n'est-ce pas monsieur Pigasse, directeur général de Lazard Frères S.A.S... et bilderberger (2005) comme il se doit, et philanthrope par dessus le marché, donateur de la French American Foundation !

Ouf, nous voilà rassurés, la démocratie est sauve !

### **Dernières infos sur la mobilisation dite des "Gilets jaunes".**

- La mobilisation des "Gilets jaunes" faiblit, tensions en province - Reuters 29 décembre 2018

L'acte VII des gilets jaunes marqué par une faible mobilisation, tensions à Paris, Toulouse et Rouen - Le HuffPost 29 décembre 2018

Après un "acte VI" qui a peu mobilisé et au milieu des fêtes de fin d'année, le septième week-end de mobilisation des gilets jaunes a démarré timidement ce samedi 29 décembre alors que des rassemblements étaient organisés à Paris, Marseille, Lyon, Metz, Rouen, Nantes, Toulouse ou encore Bordeaux.

Environ 12.000 gilets jaunes ont été recensés, selon les informations de LCI. La préfecture de police de Paris a dénombré 800 manifestants dans la capitale, à 18 heures. Le HuffPost 29 décembre 2018

A Paris, les gilets jaunes font la tournée des médias - Libération 29 décembre 2018

Comme le week-end dernier, le lieu du rassemblement parisien des gilets jaunes est resté secret jusqu'au dernier moment. Le top départ a été donné en milieu de matinée sur les réseaux sociaux par quelques leaders du mouvement : «Paris, go, go, go.» Avec une heure : «13h30». Et une adresse, celle des locaux de BFMTV (où se trouve aussi RMC, Libération et l'Express) dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sur place, environ 400 personnes ont répondu à l'appel. Une manifestante clame dans un mégaphone : «On tourne le dos aux collabos pendant une petite minute.» La foule, qui fait face à une ligne de policiers, s'exécute.

En milieu d'après-midi, l'idée d'aller continuer la tournée des médias en direction d'Europe 1 ou Radio France plane un moment. Plusieurs gilets jaunes repartent alors dans une déambulation, avec policiers et gendarmes à leur trousses, puis atterrissent finalement près de la Tour Eiffel. Vers 17 heures 30, la plupart s'étaient dispersés ou étaient encerclés par les forces de l'ordre.

Un rassemblement se déroulait dans le calme place de la République, où une urne avait été installée en vue d'une "consultation citoyenne".

**Rouen** - Des manifestants ont incendié la porte d'enceinte de la Banque de France, a rapporté la police, qui a signalé également des feux de poubelles et des barricades.

**Tarbes** - A Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, département assez fortement mobilisé depuis le début du mouvement, la manifestation a réuni samedi matin dans le calme un millier de personnes, contre 2.000 la semaine dernière.

Toulouse - Quelque 2.000 personnes, selon les observateurs, 1.350 selon la préfecture de Haute-Garonne, ont manifesté. Des affrontements ont opposé forces de l'ordre et manifestants, qui lançaient de la peinture jaune, selon une journaliste de Reuters. Des poubelles ont été incendiées dans le quartier de Compans-Caffarelli, du mobilier urbain a été détruit.

A 16h30, la préfecture de Haute-Garonne a annoncé sept interpellations.

**Bordeaux** - Ils étaient quelque 2400 «gilets jaunes» à manifester dans les rues de Bordeaux ce samedi après-midi, selon les chiffres de la Préfecture.

Si le degré de violence n'a pas égalé celui des semaines précédentes, plusieurs heurts et incidents (barricades en feu, lacrymogènes, tir de LBD...) ont toutefois été signalés cours Pasteur, cours Clemenceau et cours de la Marne ainsi que place Tourny. Au total, une douzaine d'interpellations ont été effectuées selon la préfecture.

**Marseille** - La préfecture de police a dénombré 900 "Gilets jaunes". Quelque 260 manifestants étaient recensés dans le reste des Bouches-du-Rhône, département dans lequel sont intervenues sept interpellations.

Dans le Var, une douzaine de rassemblements étaient signalés, avec notamment un barrage au péage de Bandol dans le sens Toulon-Marseille sur l'autoroute A50.

Vinci Autoroutes faisait état de difficultés de circulation sur l'A7, l'A9 et l'A10.

Dans les Pyrénées-Orientales, la préfecture a interdit toute manifestation jusqu'au 1er janvier 2019 à la suite du décès la semaine dernière d'un automobiliste à Perpignan-Sud « lié aux perturbations de circulation". Libération et Reuters 29 décembre 2018

#### **- Nantes, Toulouse, Paris: le bilan des blessés par flash-ball lors de l'acte 7 - Sputnik 29.12**

Au total, en France, 57 de personnes ont été interpellées dont 33 placées en garde à vue pendant l'acte 7 des Gilets jaunes, d'après les informations de la préfecture de police vers 18h00.

**Nantes** - Un jeune homme (22 ans) a été blessé par LBD à la tête à Nantes. Selon les témoins présents sur place, il serait «entre la vie et la mort». Des images des lieux ont été postées sur les réseaux sociaux avec des commentaires indiquant que l'homme était inconscient suite à un tir de flash-ball.

Répression d'une extrême brutalité aujourd'hui à Nantes. Attaque systématiques. Gendarmes avec des Famas. Tirs innombrables. (sur Twitter)

**Toulouse** - Ensuite, un autre flash-ball a aussi touché un manifestant à Toulouse. Selon un membre de l'équipe médicale sur place cité par France 3 Occitanie, l'individu a eu un œil crevé.

Un homme a été gravement blessé après que plusieurs centaines de manifestants scandant «Macron démission!» sont arrivés sous les fenêtres de la mairie. Sputnik 29.12

#### **Entre constat et illusions.**

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca le 27 décembre 2018.

Extrait.

- ...avec l'euro – depuis le 1er janvier 2002 – les exemples d'une vie devenue chère sont pléthoriques malgré les fadaises que l'on nous raconte pour tenter de faire passer une contre-vérité. Un café pris au comptoir et qui coûtait 1.50 francs coûte au minimum 1.50 euros, soit 6 fois plus, de même pour une bière pression ou encore pour une baguette, un croissant... bref, tout ce qui fait le menu quotidien des gens. Sans parler des régies – eau, gaz, électricité, téléphone, tabac, carburants, ... – dont les prix ont explosé, alors

que l'ouverture du marché à la concurrence voulue par Bruxelles nous assurait qu'elle allait faire pression à la baisse sur les prix : c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Ni des assurances, frais médicaux, frais bancaires, frais scolaires et autres éléments dont ne peuvent se passer les citoyens pour mener leur vie au jour le jour.

Les salaires n'ont pas été multipliés par six sur cette même période, loin s'en faut, dans cette politique ultra-libérale, sauvage et débridée imposée par la technocratie bruxelloise

En parallèle à la libre circulation des individus à l'intérieur de l'espace Schengen, les 'Traités' ont prévu la libre circulation des biens et des capitaux. Par la suite, les Etats font semblant de découvrir que la fraude fiscale se monte à des milliards annuels – rien qu'en France, la fuite des capitaux est estimée à 100 milliards d'euros par an ! – et afin de boucler leur 'budget', se tournent alors vers une politique d'austérité en ponctionnant le citoyen lambda à travers une multiplication de taxes et impôts devenus insoutenables, d'autant que ce n'est jamais assez et que les déficits continuent à se creuser. En lieu et place de revoir l'incongruité de 'Traités' mal pensés... à moins qu'ils ne soient voulus tels et qu'il faut alors abroger !

Le comble est qu'en France p.ex. le PIB n'a jamais été aussi haut mais les individus s'appauvrissent : cherchez l'erreur. Se présentant comme 'experts' d'aucuns nous bassinent régulièrement avec les '30 glorieuses' comme si c'était-là le nec plus ultra et le symbole d'une croissance ininterrompue désormais impossible à atteindre. Sous-entendu, les gouvernements n'ont plus les moyens qu'ils avaient à l'époque.

Or, à part entre 2008 et 2009 où la France a connu une année de récession suite à la crise des 'subprimes' venue des Etats-Unis, le PIB français n'a jamais cessé de progresser depuis 1949. Les chiffres en attestent : en 1949 le PIB – actualisé en euros – était de 13,2 milliards d'euros et en 2017 il était de 2291,7 milliards d'euros, soit plus de 173 fois celui de 1949. Même s'il faut tenir compte de l'inflation évaluée à 126 sur la base de 1901 et arrivée à 2568 sur la même base de 1901 – soit, multipliée par 20 – et si la croissance a ralenti, le pays est donc de plus en plus riche alors que l'on constate une classe moyenne qui s'appauvrit depuis plusieurs années, les salaires de l'écrasante majorité n'ayant pas suivi la même hausse au seul profit de quelques voyous !

La question légitime que chacun se pose est donc de savoir où va tout cet argent produit par le pays ?! La réponse est simple : dans la poche d'une poignée au détriment du plus grand nombre qui l'a pourtant produit. L'écart salarial entre le haut patronat et les travailleurs est devenu véritablement obscène !

Cette situation vérifiée par les chiffres n'a que trop duré et n'est donc plus acceptable. A se demander d'ailleurs comment il se fait que la population n'ait pas réagi plus tôt ! Il faut donc qu'elle soit excédée et à bout pour être descendue de manière si déterminée dans la rue pour se faire entendre... et tabasser.

Et c'est-là que l'on voit que ni le président ni son gouvernement et ses thuriféraires n'ont 'capté' le niveau de colère des citoyens. Les réponses données par l'histrion de l'Elysée attestent du dédain qu'il nourrit au fond de lui pour des citoyens qu'il pense pouvoir calmer en leur jetant des miettes. Quelle erreur, quelle arrogance une fois encore, quelle immaturité et surtout, au bout de compte, quelle incompétence ! (Par ce mot "incompétence", l'auteur de cet article signifie qu'il figure parmi les partisans de l'ordre établi. Les paragraphes de son article que je n'ai pas reproduits le confirmaient en nous appelant à adopter l'UE. - LVOG) Penser qu'après ces cacahuètes la contestation s'essoufflera est faire preuve d'erreur d'analyse que les tenants de l'oligarchie risquent de payer bien plus cher qu'aujourd'hui. Imaginer que l'on peut 'acheter' le citoyen à coup de 100 euros par-ci qui lui seront repris par-là est d'un mépris absolu. De qui se moquent donc ces cols-blancs ?!

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des 'Gilets jaunes' rejettent ces propositions et appellent à la poursuite de l'insurrection. Reste à savoir s'ils sauront transformer l'essai et s'attaquer aux sources des problèmes citées plus haut : un appareil d'Etat obsolète et une construction européenne erronée. (C'est bien la question de l'Etat et du pouvoir politique qui est posée. Quant à l'UE, ce n'est pas sa construction ou son fonctionnement pose problème, mais sa nature qui détermine son orientation politique. - LVOG)

Pour cela, il faudra passer d'un mouvement spontané à un mouvement qui s'organise un minimum. Point de jonction de tous les dangers avec ses pièges, ses tentations de récupération et autres obstacles qu'il convient de ne pas minimiser au risque de faire pis que bien, ce qui conduirait les tenants du pouvoir actuel à resserrer plus encore leur étreinte sur les citoyens qu'ils empêcheront de se soulever de la sorte, quitte à

basculer dans un Etat totalitaire ce que d'aucuns n'hésiteront pas à choisir tant leurs intérêts priment sur tout le reste. (Sur quelle base, dans quelle perspective, en se fixant quels objectifs politiques, "minimum" comme le suggère l'auteur de cet article, c'est-à-dire acceptable par le régime, auquel cas il n'aurait pas besoin de "resserrer plus encore (son) étreinte sur les citoyens" puisque ce mouvement se compromettrait avec le régime au lieu de l'affronter. On a là la rhétorique des faux opposants au régime. La suite le confirme en passant d'une illusion à une autre avec le RIC. - LVOG)

Au niveau intérieur, la proposition de passer par un Référendum d'Initiative Populaire/Citoyenne doit rester l'ordre du jour et serait un premier pas dans la bonne direction pour reconstruire un autre appareil d'Etat, par et pour ses citoyens et non plus avec des 'représentants' qui ne représentent plus qu'eux-mêmes et les lobbies qui les ont portés aux loges où ils s'agitent. Sauf que, déjà le pouvoir en place tente de récupérer la main en acceptant l'idée d'un RIC... mais « pas sur tous les sujets » ! Laissant entendre qu'il est des matières auxquelles le citoyen n'aura pas son droit de regard. On peut aisément deviner ce qui restera le pré carré des tenants de l'oligarchie... qui fera donc semblant d'ouvrir les débats à la société civile sur des sujets anodins qui ne risquent pas de les mettre en porte-à-faux quant à leurs privilèges éhontés. (Le RIC ou RIP, c'est la négation de la démocratie, parce qu'il ne pourrait être compatible qu'avec un gouvernement ouvrier, encore faudrait-il au préalable que la classe ouvrière ait renversé le régime et qu'elle se soit emparé du pouvoir politique, sinon ce n'est qu'une utopie, une illusion qui n'a pas d'autre fonction que légitimer le régime en place. Le mot d'ordre conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités et des opprimés devrait être : pour un gouvernement ouvrier dont le mandat serait d'appliquer une politique conforme aux besoins et aspirations exprimés démocratiquement par les travailleurs, en leur laissant choix d'en déterminer la forme (Délibération d'Assemblées populaires ou constituantes dans tout le pays, RIP, etc. - LVOG) Mondialisation.ca, 27 décembre 2018

### **L'insurrection des Gilets-Jaunes : le point sur la situation et le ric - par Jean-Yves Jézéquel Mondialisation.ca, 25 décembre 2018**

Après 18 mois à l'Élysée, Macron s'est précipité fébrilement dans les mesures antisociales à répétition ayant pour principal effet, celui de favoriser largement les plus riches...

Rappelons encore une fois que les voix exprimées pour Emmanuel Macron en 2017, s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Si Macron s'est retrouvé à l'Élysée, c'est donc avec le vote d'une minorité de Français : on avait déjà là une crise majeure du système électoral et de la « démocratie » française. Premier problème fondamental, posé en arrière fond du tableau brossé aujourd'hui par les Gilets-jaunes et expliquant pourquoi d'emblée, plus de 70% des Français se retrouvaient dans la colère de la rue.

Étant donné que les grands médias à la manœuvre – inondant l'espace médiatique par des infos manipulées – sont aux mains des milliardaires amis de Macron et dévoués à la cause ultra libérale; étant donné que ceux-ci ont largement démontré, lors de la campagne électorale de LREM, leur loyauté acquise et assurée au candidat de ce parti médiacrate, la justice électorale était tout d'abord balayée sans difficulté, mais encore, les électeurs n'avaient plus réellement accès à une juste information sur les autres candidats, ajoutant à une telle aberration, le fait que Macron allait profiter des ressources humaines de ces médias (TF1, LCI, BFM-TV, CNEWS, Le Monde, L'Express, Le Nouvel Obs, Le Point, Libération, Le Figaro...) comme aussi des ressources matérielles, financières, des infrastructures, de la logistique...etc, disqualifiant d'office, par ces moyens démesurés et leur avantage malhonnête, tous les autres candidats et notamment ceux que le système, avec la macronie, qualifiaient de « petits candidats ».

Le droit du Travail était massacré sans la moindre hésitation à coups de « calibre 49.3 ».

L'ISF était supprimé au profit des privilégiés et des nantis.

A cette occasion, les 100 plus gros patrimoines de France recevaient chacun 1,5 million d'euros.

La Flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) a été substantiellement baissée, en passant de 50% à 30%!

Ainsi cette simple mesure devenait un manque à gagner pour les finances publiques de 4,5 milliards d'euros par an.

La taxe sur les carburants (4,5 milliards d'euros par an) correspondait à la suppression de l'ISF et à la diminution de la Flat Tax!

Le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), conçu pour favoriser l'emploi, n'avait avantagé que les grandes entreprises du CAC40 qui ont en même temps baissé leurs cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

Cela signifiait donc 42 milliards d'euros de manque à gagner, chaque année, pour les finances publiques et un sabotage flagrant du système des cotisations de la sécurité sociale.

Toutes les aides sociales allaient massivement baisser et les prélèvements brutalement augmenter pour les plus modestes des Français!

Pertes budgétaires, cadeaux fiscaux pour les plus riches, réduction des aides sociales, les contrats aidés en partie supprimés: tout cela allait rapidement plomber davantage la condition des jeunes au chômage, (22% chez les moins de 25 ans).

Les APL (aides au logement), destinées aux étudiants étaient drastiquement diminuées alors que 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Macron s'adressait à l'un de ces jeunes au chômage, en lui disant : «Je traverse la rue, je vous trouve un emploi!»

L'humiliation du jeune chômeur par le mépris particulièrement développé chez cet homme sorti de chez Rothschild, a fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en devenant un symbole au cœur de la colère.

La CSG est passée de 6,6% à 8,3%.

Les retraités, dont la pension moyenne était de 1283 euros par mois, ont vu leur revenu diminuer sévèrement.

Une retraitée expliquait à Macron, à l'occasion d'une visite de ce dernier au village de Charles De Gaulle, qu'elle survivait péniblement avec une pension dérisoire de 500 euros par mois. La réponse de Macron à cette vieille dame est elle aussi devenue un symbole au cœur de la colère des Gilets-jaunes: «Vous pouvez parler très librement, disait Macron à cette dame; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre!»

Entre les cadeaux aux plus fortunés, l'appauvrissement consécutif de l'État, le démontage des services publics, la suppression des fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et la Santé, c'est le principe sacro saint du Conseil Nationale de la Résistance sur la solidarité qui était soldé définitivement et qui explique en grande partie la révolte des Gilets-jaunes.

Puis, le détonateur de l'insurrection des Gilets-jaunes allait être l'annonce de la hausse substantielle d'une « écotaxe » sur les carburants prévue pour janvier 2019.

9 millions de Français vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, même en travaillant.

Plus de 3 millions de chômeurs ne retrouvent jamais de travail en France.

Il y a 2 millions de personnes qui n'ont pas été normalement scolarisées et qui témoignent d'une défaillance grave de l'État.

Il y a 200.000 SDF, les sans-abris.

Face à ce tableau qui peut paraître funeste, les plus favorisés reçoivent des cadeaux en milliards d'euros!

Comment voulez-vous que les plus défavorisés, qui sont nonobstant surtaxés, opprimés par l'impôt indirect et direct, les salaires ou les retraites de misère, des services publics dévastés, ne se mettraient-ils pas en colère et ne deviendraient-ils pas « violents », alors que cette extrême violence sociale les a maltraités depuis 40 ans? Soyons justes et objectifs sur ce sujet : les prédateurs de la Macronie en Marche au pouvoir, sont très mal placés pour venir donner au peuple des leçons de morale sur la « violence » inacceptable, dans les mouvements de protestation. La violence sociale imposée aux plus modestes est intolérable et elle vient de ces « élites » oligarchiques au pouvoir, ne raisonnant et ne jurant que par l'idéologie fasciste ultra libérale! Nous, les citoyens responsables, nous avons le devoir d'abattre cette dictature du mépris et de l'injustice sociale et fiscale en France!

Les lycéens ont à leur tour rejoint le mouvement des Gilets-jaunes ; il y a également une partie de la police nationale qui a rejoint les Gilets-jaunes; des fonctionnaires de différents secteurs de l'État se sont également mobilisés aux côtés des Gilets-jaunes; 80% de la population française est sympathisante et du côté de la colère des Gilets-jaunes. Ce mouvement continue de faire des émules dans le monde, même en Irak, même en Palestine, à Gaza, et les Britanniques tiennent en haute estime l'initiative des Gilets-jaunes, désirant suivre à leur tour cet exemple français: une première dans l'histoire! Car dans tous ces pays, c'est l'arbitraire de la domination bancaire qui impose sa loi de profit sur les peuples abusés en long, en large et en travers depuis 40 ans...

La réponse de la macronie a été et est toujours la répression!

Cette répression spectaculaire est inédite en France et les comportements innombrables d'une police hors-la-loi, sont tout à fait inquiétants dans le contexte actuel qui se durcit et qui a des conséquences inévitables sur les voisins, augurant certainement des temps gravement troublés dans toute l'Union Européenne.

On en est à 7 morts en France, dont une femme de 80 ans qui est décédée à Marseille après avoir été touchée par une grenade lancée volontairement par la police dans sa direction, alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement.

Plus d'un millier de personnes ont été blessées par la police et quelques dizaines d'entre elles ont été gravement atteintes, voire mutilées à vie. Certains – dont une jeune lycéenne de 16 ans – ont été défigurés par les tirs de flash-balls reçus en plein visage, alors que la loi précise que seulement le buste et les jambes peuvent être visés dans certaines conditions détaillées par les règlements de la police. Une jeune étudiante de 20 ans a perdu irréversiblement un œil. D'autres ont été mutilés par des grenades explosives. Un jeune homme de 26 ans a été amputé de la main droite... etc.

Les images des violences policières filmées par les journalistes et les citoyens ont parfois été détournées et manipulées par les télévisions au service du pouvoir macronien en place; mais, notamment grâce aux médias alternatifs, ces images présentées dans toute leur vérité ont eu un impact désastreux sur la macronie et son gouvernement. Des journalistes indépendants du système ont été pris à partie par les forces de l'ordre. On a assisté (des vidéos authentifiées circulent sur les réseaux sociaux), à du vol-à-la-tire, perpétré sur des femmes Gilets-jaunes, par des CRS ne se cachant pas de tels actes hors la loi!

«Plusieurs syndicats de presse ont dénoncé « les nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police ». « De nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue. Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail», soulignent les syndicats. «Il est totalement inacceptable, dans un pays théoriquement démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer», concluent les représentants de la presse.» (Le Monde titrait : « Des 'dérapages inadmissibles' de la police dénoncés par des syndicats de journalistes », le 10 décembre 2018). (Le 29 décembre à Bordeaux, lire plus loin. - LVOG)

Tous ces abus de pouvoir que nous avons pointés et qui sont pratiqués par la police française ouvertement hors-la-loi, sont le signe d'une dictature et le symptôme d'une impunité exceptionnelle pour un pays qui se revendique comme la patrie des « Droits de l'Homme »!

Pour calmer la colère, Macron a renoncé à la taxe sur les carburants. Il a annoncé une aide de 80 euros par mois, non incluse dans le traitement mensuel et donc non prise en compte pour le calcul des indemnités chômage et de la retraite, pour les salariés touchant le SMIC. Cette aide restera donc à la charge exclusive des contribuables, et non pas à la charge des entreprises. Le salaire brut, c'est-à-dire notamment les cotisations sociales pour la retraite, les indemnités chômage et la sécurité sociale, seront sévèrement diminuées au profit d'une augmentation minimale du salaire net. Emmanuel Macron n'entend pas le cri de ses concitoyens et ne semble pas vouloir l'entendre, car ce cri ne reconnaît pas l'idéologie ultra libérale qui inspire le locataire de l'Élysée et qui est la mire de toute son action déterminée.

L'augmentation de la CSG a également été annulée pour les retraités percevant une pension inférieure à 2000 euros par mois, mais seulement pour une année. Puis, la défiscalisation des heures supplémentaires a été annoncée à partir de 2019, à la fois pour les entreprises et les salariés. Cerise sur le gâteau : Macron a demandé aux entreprises « qui le peuvent » de donner une prime de fin d'année aux salariés d'un montant laissé à leur choix!

« Toutes les décisions annoncées sont aux frais des contribuables et au détriment du service public où des économies seront réalisées pour compenser le coût de ces mesures. Aucun geste n'a été annoncé pour les chômeurs, les petites retraites, les personnes survivant aux minima sociaux ou les fonctionnaires, c'est-à-dire une partie substantielle de la population », écrit Salim Lamrani, dans l'Humanité du 22 décembre 2018.

Ce que les Gilets-jaunes exigent, c'est davantage de justice sociale et de justice fiscale, avec un impôt plus progressif ne reposant pas uniquement sur cinq tranches. La classe moyenne elle aussi mobilisée dans les Gilets-jaunes, se retrouve à assumer le poids principal des prélèvements fiscaux, alors que les grandes fortunes, par la magie des niches fiscales ou de l'évasion fiscale légale comme illégale, arrivent à se soustraire à leurs obligations solidaires. Ainsi, les 40 plus grandes entreprises françaises possèdent 1454 filiales dans les paradis fiscaux.

Les Gilets-jaunes exigent un vrai plan de lutte contre la fraude fiscale qui détourne chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de l'impôt et qui prive la Nation de nombreux investissements nécessaires. Le peuple Français réclame que les grandes entreprises ne puissent plus pratiquer l'évasion fiscale par les combines « légales » leur permettant de transférer leurs profits dans ces pays « d'accueil » et de faire en sorte que les activités soient artificiellement déficitaires en France. Les Gilets-jaunes, certes sont les « gens qui ne sont rien », comme le disait Macron, avec le mépris pour les plus modestes, dont il a le secret. Mais ils ont des exigences tout à fait claires qui se mettent en forme actuellement à travers des initiatives, comme par exemple, celle de [www.article3.fr](http://www.article3.fr), Parlement et citoyens; les « ateliers constituants » animés par « Les Citoyens Constituants » dont Etienne Chouard qui est actuellement la cible de la haine des chiens de garde du système en place... etc.

Les citoyens Français ne veulent pas de l'ultra libéralisme : ils avaient voté « non » au referendum sur la Constitution européenne le 29 mai 2005; ils veulent une justice sociale et une justice fiscale; ils sont toujours et encore attachés au Programme Économique et Social du Conseil national de la résistance: à savoir le principe de la solidarité, la sécurité sociale, l'éducation et la santé gratuites, les prestations sociales pour les catégories modestes, la retraite par répartition, le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie par l'État, les services publics. Bref, ils veulent la démocratie participative et se mobilisent désormais pour le Referendum d'Initiative Citoyenne.

Ce qui est en cause dans la revendication citoyenne n'est pas de l'ordre de « l'impossible » comme s'il n'y avait « qu'une seule alternative » : celle de l'ultra libéralisme. Cette idéologie s'impose à tous et garde le silence même lorsqu'on lui démontre à quel point elle est une arnaque, une catastrophe, un désastre. Le désastre ne concerne évidemment pas ceux qui l'imposent au reste de la population : ces gens dominants s'en portent très bien. C'est pourquoi, les hérauts de l'ultra libéralisme n'ont jamais été aussi riches ni jamais aussi satisfaits : pourquoi devraient-ils penser que leur idéologie est une catastrophe alors qu'elle leur a apporté le pouvoir absolu des moyens disproportionnés d'une richesse illimitée?! Être le « renard dans le poulailler », c'est-à-dire se complaire dans ce rôle de pervers et de salaud, se complaire dans le carnage, faire bombance dans l'indécence complète, procure une jouissance à laquelle, pour ce « renard », il est inimaginable de renoncer! Le pouvoir en place persistera donc dans son entêtement et sa perversion et les Gilets-jaunes persisteront dans leur insurrection tant qu'ils n'auront pas réglé son compte à ce « renard ».

Il y a déjà bien longtemps, au moins depuis l'événement « Nuit Debout » sur la place de la République, que les ateliers constituants ont commencé le travail d'une réécriture de la Constitution. Ce travail déjà bien avancé est désormais sur la table de la concertation citoyenne et c'est vers une abolition de la 5ème République que nous allons, afin de rendre réelle la volonté démocratique d'un peuple enfin devenu souverain. Le grand débat national va commencer, mais le travail de la réflexion a déjà été fait et il va maintenant se confronter localement et nationalement à l'échange entre des citoyens largement conscients du moment historique et du tournant déterminant dans lequel ils sont collectivement engagés... (Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage du RIC, c'est qu'il est inapplicable sous la Ve République, donc en allant au bout de cette réflexion on aboutit à la conclusion qu'il faut en finir avec la Ve République, c'est l'objectif politique qu'il faut se fixer et aucun autre. - LVOG)

Ceux qui pensent naïvement que le mouvement des Gilets-jaunes « s'essouffle », que les Gilets-jaunes sont de « moins en moins nombreux », se trompent tragiquement, car ils n'ont alors rien compris à ce qui se passe aujourd'hui ; ils n'ont toujours pas saisis que cette majorité de Français n'avait plus rien à perdre et que c'est pour cette raison qu'elle ira jusqu'au bout de sa démarche, car il n'y a pas d'autre solution que celle de la justice sociale et de la justice fiscale avec une participation individuelle citoyenne dans la communauté de destin qui est la nôtre. Pour cela, le peuple va pour de bon reprendre sa destinée en mains et ne la confiera plus à personne d'autre, puisque tous les politiques l'ont tellement trompé en lui démontrant que le pouvoir sans un contre-pouvoir aussi fort dérivait systématiquement vers l'abus en s'attribuant une souveraineté que personne ne lui a jamais donnée. Les Gilets-jaunes rentreront chez eux le jour où le RIC aura été intégré à la Nouvelle Constitution de la France. L'idéal de l'Odéon sera enfin envisageable chez nous parce qu'il représente la bonne direction d'une véritable Liberté, Egalité et Fraternité permettant de parler honnêtement de démocratie. Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

### **Bordeaux, un photographe en commande pour Libération témoigne.**

Vers 16h30, notre photographe Thibaud Moritz est également visé. Mais cette fois-ci par ce qui semble être, selon lui, un tir de lanceur de balle de défense (LBD) venu des forces de l'ordre : «La marche était dans l'ensemble assez calme et bon enfant. Des tensions se sont faites à nouveau ressentir lorsque nous sommes arrivés place Tourny. A ce moment, j'avais un casque de vélo noir sur la tête, un masque sur le visage et un brassard "presse" et j'étais appuyé contre la statue. Pour pouvoir prendre des photos, je me suis calé en dessous. Les manifestants étaient dans mon dos et une équipe de la BAC qui commençait les interpellations me faisait face. A 16h24'29", c'est ce qu'indique mon appareil, je pose l'objectif contre mon œil et là, sans que je comprenne ce qui m'arrive, énorme choc sur mon appareil qui tombe au sol».

L'objectif du photographe Thibaud Moritz en commande pour Libération sur l'acte VII des gilets jaunes à Bordeaux le 29 décembre. Il a clairement été visé.

L'appareil de Thibaud Moritz après le choc, samedi.

«C'est selon moi impossible que ce tir vienne d'ailleurs et l'impact rond me laisse penser à un tir de type flashball», indique Thibaud Moritz. «J'ai commencé à avoir vraiment peur, je suis donc parti en levant les mains. C'est la première fois à Bordeaux que j'ai senti que mon métier devenait dangereux pour moi et plus globalement pour les journalistes», confie notre photographe. «J'ai l'impression que cette fois, on est vraiment à un tournant, il y a une vraie défiance qui se dessine envers notre métier. Je ne sais pas encore si je vais porter plainte, je réalise tout juste que le tir aurait pu atteindre mon visage ou ma main.» Libération 29 décembre 2018

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Syrie**

- Accord entre le Russie et la Turquie après le retrait US de Syrie - Reuters 29 décembre 2018

Les ministres turcs et russes des Affaires étrangères et de la Défense ont discuté de la coordination de leurs forces en Syrie après la décision des Etats-Unis de retirer leurs troupes sur place, a annoncé samedi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Un accord a été trouvé aujourd'hui sur la manière dont les représentants militaires de la Russie et de la Turquie continueront de coordonner leurs actions 'sur le terrain' dans de nouvelles conditions en vue de l'éradication définitive de la menace terroriste en République arabe syrienne", a déclaré Sergueï Lavrov.

Son homologue turc a fait des déclarations allant dans le même sens.

La Turquie et la Russie ont pour objectif commun de débarrasser la Syrie de toutes les organisations terroristes, a dit Mevlut Cavusoglu à l'issue de la réunion, selon l'agence de presse Anatolie.

Mevlut Cavusoglu a également déclaré que la Turquie continuerait à entretenir une coopération étroite avec l'Iran et la Russie sur la Syrie et sur les problèmes régionaux. Reuters 29 décembre 2018

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

### **Inde**

- Inde – Le scandale de 15 mineurs piégés et oubliés durant deux semaines - LePoint.fr 31 décembre 2018

Trois casques, posés côte à côte à l'entrée de la fosse béante d'une mine illégale, dans l'État du Meghalaya, dans le nord-est de l'Inde. C'est tout ce qui a été retrouvé des quinze mineurs disparus le 13 décembre dernier. Ce matin-là, les eaux ont accidentellement envahi les galeries, surnommées les « trous à rat » (rat-holes), dans lesquelles les ouvriers travaillaient à extraire du charbon à une centaine de mètres de profondeur. Piégés dans d'étroits tunnels, ces ouvriers n'ont reçu aucun secours adapté au cours des deux semaines suivantes. Les tentatives de sauvetage se sont embourbées dans l'embarras des responsabilités face à l'illégalité de la mine à charbon, aveu d'une industrie parallèle florissante. Il aura fallu attendre ce week-end pour que soient enfin déployés des secours dotés de matériel adéquat et de plongeurs expérimentés.

Et la colère monte face à ce fiasco, qui contraste avec les dispositifs retentissants mis en place en juillet dernier, en Thaïlande, pour sauver des adolescents et leur éducateur piégés dans une grotte. Face à un imbroglio administratif et des bureaux vides durant les fêtes de Noël, les mineurs indiens, eux, ont été oubliés.

« Il n'y a aucune possibilité qu'ils soient encore vivants »

« Personne ne sait même exactement combien d'hommes sont piégés dans la mine ; ils pourraient être jusqu'à 20 ou 22 », explique Patricia Mukhin, rédactrice en chef du Shillong Times et sur les lieux du sinistre ce samedi. Dans les collines de l'East Jaintia Hills, la mine de Ksan a été ainsi inondée à l'aube du 13 décembre par les eaux de la rivière Lytein. Selon les habitants locaux, les mineurs auraient malencontreusement perforé un ancien tunnel déjà inondé... LePoint.fr 31 décembre 2018